

**Jessica DOS SANTOS**

## **Le Familistère de Guise ou l'utopie réalisée**

### **Notice biographique**

Jessica Dos Santos est agrégée d'Histoire et doctorante-allocataire de recherche à l'Université Charles-de-Gaulle-Lille 3 (laboratoire IRHiS).

### **Résumés**

Confrontés à la misère croissante de la classe ouvrière, laissée pour compte de la croissance industrielle, de nombreux individus, intellectuels, ingénieurs, médecins, se sont attachés à dénoncer cette nouvelle « question sociale » et à lui chercher des remèdes. À la fois ancien ouvrier, chef d'entreprise et homme politique socialiste, Jean-Baptiste André Godin s'intègre dans ce mouvement général de réflexion et en même temps se démarque par sa pensée et le succès de ses applications pratiques. Loin de se contenter d'une amélioration des conditions de vie des ouvriers, il cherche à créer un système social garantissant au Travail le statut social et la rémunération qui lui sont dus. La Société du Familistère, qui perdura de 1880 à 1968, est le fruit de son labeur, un exemple unique en son genre de réalisation d'un socialisme pourtant considéré comme « utopiste ».

When in the early 1830s industrial growth started to mean increasing poverty for the entire working-class, many writers, doctors or engineers observed, described and denounced this new “social issue” and tried to find solutions. Jean-Baptiste André Godin, a former worker, then an employer, and as a socialist, shared this general thinking but in the same time stood apart. His ideas and propositions are very particular, and his experiments met a rare success. Far from feeling satisfied with the improvement of workers' living conditions, he wanted to create a new society, where manual work would be considered and rewarded as it should. The Association of the “Familistère” founded by him in 1880 lived until 1968 and appeared to be a quite unique implementation of the so-called utopist socialism.

**Mots clés :** Familistère, Guise, utopie, coopération, association, question sociale, logement ouvrier.

## Sommaire

|   |    |
|---|----|
| Introduction .....                            | 2  |
| 1. Le Familistère ou Palais social.....       | 5  |
| 2. 1880 : l'Association Capital-Travail ..... | 7  |
| 3. Une œuvre franco-belge ? .....             | 11 |
| Conclusion .....                              | 12 |
| Bibliographie.....                            | 14 |

## Introduction

Avec la révolution industrielle du XIX<sup>e</sup> siècle se produisent de multiples bouleversements économiques et sociaux : de nombreux travailleurs se déplacent vers les centres urbains, en quête d'un emploi, et se concentrent dans les quartiers les plus délabrés et les faubourgs. Ces populations misérables et peu instruites, ainsi rassemblées géographiquement, représentent pour l'essentiel de la classe dominante une menace latente, tant par les revendications sociales qui naissent dans ce nouveau prolétariat que par une tendance fréquente à associer pauvreté et criminalité<sup>1</sup>. Poussés à la fois par la crainte de voir ces masses de travailleurs manuels se tourner vers des idées et des pratiques politiques violentes telles que les préconisent socialistes révolutionnaires et anarchistes, et par des sentiments philanthropiques souvent liés aux religions chrétiennes, de nombreux individus multiplient dès les années 1830 les initiatives individuelles ou collectives pour tenter de résoudre ce grave problème : comment empêcher que l'industrialisation, source de progrès et de richesse pour la Nation et pour de nombreux groupes sociaux, entraîne dans le même temps l'appauvrissement de toute une catégorie sociale ? Cette problématique du « paupérisme »<sup>2</sup> ouvrier apparaît comme un véritable « sphinx des temps modernes »<sup>3</sup>, sur laquelle se penchent de nombreux intellectuels, avocats, médecins, ingénieurs, hommes

---

<sup>1</sup> CHEVALIER 2007.

<sup>2</sup> Le terme de « paupérisme », issu de l'anglais, est utilisé pour désigner ce phénomène structurel et massif de pauvreté qui touche l'ensemble de la classe ouvrière, par opposition au terme d' « indigence » préféré pour ce qui est de la pauvreté individuelle, due au chômage ou à la maladie du père de famille, par exemple.

<sup>3</sup> HORNE 2004, p. 28.

politiques... La volonté de cette « nébuleuse réformatrice »<sup>4</sup> de résoudre ce qu'on appelle couramment la « question sociale » fut à l'origine de nombreuses expériences et initiatives philanthropiques et contribua grandement à l'émergence d'une véritable politique sociale.

Parmi ces différents réformateurs, on trouve évidemment de nombreux chefs d'entreprises. Souvent influencés par les doctrines sociales du catholicisme<sup>5</sup> ou du protestantisme<sup>6</sup> ou encore par la théorie leplaysienne du « patronage », ces patrons ont eu à cœur d'instaurer pour leurs salariés différents systèmes de protection sociale plus ou moins élaborés, allant de la simple construction de logements ouvriers à une prise en charge complète de la vie des ouvriers, « du berceau à la tombe ». Ces politiques patronales soulèvent de nombreux questionnements, car si l'on ne peut nier l'existence chez ces hommes d'une réelle volonté d'améliorer les conditions de vie des ouvriers, il est également évident que ces politiques possèdent un intérêt certain pour ces dirigeants. L'ouvrier satisfait et protégé se stabilise et se révèle plus productif ; avant tout, il souhaite ne pas perdre ces multiples avantages et cherche donc à ne rien faire (sur les plans professionnel, politique ou syndical) qui risquerait de mécontenter son patron. Ces politiques « paternalistes »<sup>7</sup> permettent donc à l'employeur de s'attacher une main-d'œuvre qualifiée souvent très indépendante, et d'imposer une discipline et une autorité « paternelles » en échange de sa protection. Elles s'accompagnent également d'une volonté de « moralisation », c'est-à-dire d'enseignement des valeurs morales que sont l'attachement familial, la religion, la discipline, la tempérance (ou autrement dit le refus de la boisson), qui contribuent à donner l'impression d'une véritable domination patronale sur tous les aspects matériels et spirituels de la vie ouvrière, domination vivement contestée par les mouvements ouvriers.

C'est à ce modèle paternaliste, qui se développe essentiellement à partir des années 1880, qu'est fréquemment comparée l'œuvre de Jean-Baptiste André Godin. Pourtant, les institutions créées à partir de 1859 par ce brillant chef d'entreprise axonais n'ont que peu de points communs avec cet équilibre établi entre protection sociale et discipline imposée. Né en 1817 d'un père artisan serrurier, André Godin a reçu une éducation intellectuelle assez sommaire (il quitte l'école à onze ans) qu'il complète de façon autodidacte par la suite, et

---

<sup>4</sup> TOPALOV 1999.

<sup>5</sup> On peut notamment citer comme exemple Léon Harmel, patron textile de la région de Reims. Son usine est surnommée par Godin la « jésuitière », et par les syndicats ouvriers le « bain du père bon Dieu ».

<sup>6</sup> C'est tout particulièrement le cas des membres de la Société industrielle de Mulhouse.

<sup>7</sup> GUESLIN 1992 ; NOIRIEL 1988.

surtout un enseignement professionnel en deux temps. A onze ans, il quitte l'école pour l'atelier de son père où il fait l'apprentissage du travail du métal et de la tôle. Puis, en 1835, il accompagne son cousin Jacques Moret, apprenti compagnon, dans son Tour de France. Cette expérience est un moment essentiel pour lui, au-delà de la formation professionnelle que lui donne ce passage dans de multiples fabriques. C'est lors de ce voyage qu'il prend brutalement conscience de la réalité de la condition ouvrière dans les grands centres urbains qu'il visite : les dix à douze heures de labeur quotidien, l'entassement dans des logis insalubres, la menace permanente d'une maladie ou d'un accident du travail synonymes de perte de revenus... C'est de cette prise de conscience que naît chez Godin la volonté de réaliser quelque chose, de modifier, même à une échelle locale, la condition faite aux travailleurs. Ce voyage à travers la France est également pour lui l'occasion de compléter sa culture politique, par des lectures et des rencontres. Avidé de connaissances, il s'informe des différentes doctrines socialistes qui s'offrent à lui, et est séduit, dans les années 1840, par les idées de Charles Fourier. Classé rétrospectivement par les marxistes parmi les « socialistes utopistes », Fourier présente une pensée étrangement hétérogène, présentant des aspects quasi-burlesques en même temps qu'une conception nouvelle de la répartition des richesses et de la vie en communauté. Proposant une société idéale fondée sur des cellules sociales et géographiques réduites, vivant dans des habitations collectives aux capacités d'accueil de 1 200 personnes (le Phalanstère)<sup>8</sup>, il souhaite le remplacement du régime du salariat par une rémunération du Capital, du Travail, et du Talent, permettant de récompenser à leur juste valeur les mérites et les efforts personnels de chacun et de mettre ainsi fin à la lutte des classes.

Godin est séduit par cette solution sociale qui a le mérite de n'être ni violente ni égalitaire. Installé à son compte depuis 1840, essentiellement grâce à la dot de sa femme, il a rapidement fait fortune en inventant et en faisant breveter un nouveau modèle d'appareil de chauffage. Composé de fonte, dont les propriétés thermiques garantissent une meilleure diffusion de la chaleur, ce « poêle Godin » est moins cher que les appareils traditionnels en fer et tôle et surtout permet l'entrée dans les foyers modestes d'un élément de confort, voire de luxe, puisque les poêles sont décorés dans un style particulier qui fait les beaux jours de la marque. En 1855, Godin investit la moitié de sa fortune pour soutenir un projet d'installation

---

<sup>8</sup> CONSIDERANT 1848.

d'une colonie fouriériste au Texas ; l'échec de cette tentative convainc Godin de la nécessité d'agir de façon à la fois progressive et pragmatique, sans chercher à faire « table rase » de ce qui existe. En 1859, il pose la première pierre de son expérience : le Familistère.

## 1. Le Familistère ou Palais social

Comme de nombreux patrons cherchant à améliorer les conditions de vie de leurs ouvriers, Godin commence par s'attaquer au problème crucial du logement. Celui-ci est en effet l'aspect le plus visible, le plus spectaculaire, de la « question sociale » : Victor Hugo l'a dénoncé dans un célèbre poème sur les caves de Lille<sup>9</sup>, Napoléon III s'y est intéressé<sup>10</sup>, Engels y a consacré un ouvrage<sup>11</sup>... Godin a étudié les différentes habitations construites par d'autres chefs d'entreprises, tant à Mulhouse qu'au Grand Hornu, et s'est appuyé sur ces observations comme sur les idées de Fourier pour proposer son « Familistère » : un phalanstère dédié aux ouvriers et à leurs familles. Le but est de répondre à la fois à la misère et à la précarité de la vie des ouvriers. Il s'agit non seulement d'offrir aux travailleurs des conditions de vie décentes, mais de faire en sorte que ces conditions ne puissent pas être remises en cause par l'âge ou la maladie. C'est aller plus loin que bien des réformateurs de l'époque, puisque c'est reconnaître aux ouvriers un droit à la vie : l'idée que la société se doit de garantir à chacun le minimum nécessaire à l'existence. Proclamé un temps sous la révolution française, ce droit est au cœur des soulèvements populaires de 1848, auxquels Godin participa.

Le logement en soi n'est donc pas suffisant : il faut assurer aux ouvriers le confort matériel, une assurance sur l'avenir et l'éducation, gage d'élévation sociale. L'ensemble de ces éléments compose ce que Godin appelle les « équivalents de la richesse », c'est-à-dire ce que la bourgeoisie s'offre par la fortune et la domesticité, et que le prolétariat doit obtenir par la solidarité et la vie en communauté. Le Familistère, c'est-à-dire le corps de logement proprement dit, se compose d'une série de bâtiments rectangulaires dont le centre est une cour couverte d'une toiture vitrée, les appartements occupant le périmètre de la cour sur

---

<sup>9</sup> HUGO 1853.

<sup>10</sup> Notamment en faisant construire une cité ouvrière rue Rochechouart.

<sup>11</sup> ENGELS 1897.

trois étages. On accède aux logements par des balcons communs, qui forment des coursives reliant les appartements. Chaque logement dispose donc de fenêtres donnant d'un côté sur l'extérieur et de l'autre sur la cour : l'accès à la lumière, la circulation de l'air et la salubrité de l'atmosphère sont ainsi assurés. De multiples éléments intérieurs visent à former un ensemble architectural à la fois sain et confortable, voire luxueux : le sol est carrelé, l'éclairage fonctionne au gaz, chaque appartement est chauffé par un poêle que l'ouvrier peut lui-même construire selon ses désirs, l'eau potable est disponible à des bornes-fontaines situées dans le coin du bâtiment à chaque étage. On trouve également, à chaque niveau, des cabinets de toilettes dont l'entretien est assuré, comme l'ensemble des communs, par des femmes de ménages rémunérées par l'entreprise. L'hygiène des corps et des vêtements est également un élément auquel tient Godin : en dehors des bâtiments se trouve une buanderie, dans laquelle doit se faire la lessive (afin d'éviter toute humidité dans les logements), et où l'on trouve aussi des douches et une piscine, alimentées en eau chaude par l'usine qui y envoie l'eau ayant servi à refroidir les tuyaux de la fonderie. Enfin, pour compléter les éléments de confort matériel, il faut signaler que l'accès aux denrées de première nécessité est facilité par la création de magasins coopératifs, ouverts à tous, offrant nourriture, boisson, vêtements ou même meubles à des prix défiant toute concurrence<sup>12</sup>.

Le droit à la vie, ou plus exactement la protection contre les risques de la vie, est assurée par un ensemble de caisses de secours. On y retrouve une caisse de retraite, également chargée d'indemniser les accidentés du travail et d'assurer aux habitants du Familistère un revenu *minimum*<sup>13</sup>. Il y a également une caisse maladie, pour les salariés de l'usine et pour les femmes du Familistère qui ne travaillent pas et un fonds pour la pharmacie. Ces différentes institutions sont financées pour moitié par des cotisations (obligatoires) des salariés et pour moitié par l'entreprise, sauf pour la caisse de retraite, qui est entièrement à la charge de l'entreprise.

Enfin, l'éducation est assurée par un système scolaire absolument complet, formant les enfants depuis la naissance jusqu'à l'âge de 14 ans. Obligatoire de 3 à 14 ans<sup>14</sup>, laïque et

---

<sup>12</sup> Les prix sont naturellement bas du fait que les commandes sont passées en gros ; de plus, on ne cherche pas à obtenir une marge bénéficiaire importante, puisque de toute façon les bénéfices sont redistribués aux acheteurs en fin d'année, au prorata de leurs consommations.

<sup>13</sup> Baptisé « nécessaire à la subsistance », il est surtout versé aux veuves qui se trouvent sans autre source de revenus.

<sup>14</sup> Pour rappel, les lois Jules Ferry de 1881-1882 rendent l'école obligatoire pour les enfants jusqu'à treize ans.

mixte, reposant sur des méthodes d'enseignement modernes et associant formation intellectuelle et professionnelle, la scolarisation des enfants du Familistère est pour Godin, comme pour tous les coopérateurs, un élément essentiel de l'élévation morale et intellectuelle des ouvriers. Elle est complétée par la mise à disposition pour les adultes d'une vaste bibliothèque, ainsi que la construction d'un théâtre qui permet aux ouvriers d'assister ou de participer à des spectacles musicaux ou dramatiques, et à Godin de multiplier les conférences sociales et politiques.

Bien que reposant sur une volonté de sortir les ouvriers de la condition qui leur est faite, cette œuvre de Godin pourrait donner l'impression, s'il s'était contenté de ces différentes constructions, de n'être en apparence pas très différente des systèmes patronaux paternalistes. Elle suscite d'ailleurs une certaine forme d'opposition et de résistance chez certains ouvriers politisés (de tendance majoritairement anarchistes ou marxistes) : on reproche à Godin de ne pas en faire beaucoup plus que les autres, de rester immensément riche par rapport à ses ouvriers, d'offrir de simples palliatifs à la misère, qui risquent de détourner les travailleurs de la voie révolutionnaire... Ces reproches venus de l'extrême-gauche se cumulent par ailleurs à une virulente opposition des commerçants locaux, qui voient d'un mauvais œil la concurrence de ces éconômats, de même que le clergé qui conteste la mixité des écoles et la liberté de penser accordée aux Familistériens. Face à ces différents opposants, Godin poursuit néanmoins le but qu'il s'est fixé. Le Familistère n'est en effet pour lui qu'un *minimum* exigible, un simple moyen d'accéder à des conditions décentes de vie. Cela n'est aux yeux de Godin qu'une base de départ à partir de laquelle peut se construire la véritable réforme sociale visant à l'émancipation du Travail.

## **2. 1880 : l'Association Capital-Travail**

Comme Fourier, Godin veut mettre fin au système du salariat, qui permet l'exploitation du Travail par le Capital : il faut instaurer un nouveau mode de rémunération, plus juste mais non égalitaire, afin de récompenser le mérite individuel. De plus, il s'agit de permettre l'élévation sociale du Travail : l'ouvrier se doit de reconquérir un véritable statut social, afin de retrouver une légitime fierté de ce qu'il est et de ce qu'il fait. Producteur de

richesses pour la Nation toute entière, créateur de tout ce qui est nécessaire à la vie humaine, le travailleur accomplit chaque jour une tâche qui, en transformant la nature, le rapproche de Dieu et fait de lui l'élément essentiel de la société. Il doit être reconnu comme tel et obtenir le droit de participer aux responsabilités professionnelles, sociales et politiques. C'est pourquoi le but de Godin est de fonder une Association au sein de laquelle l'ouvrier pourra retrouver la place qui lui revient de droit : détenteur du Capital, membre de la direction, recevant sa part des bénéfices.

Cette volonté d'aider à l'émancipation sociale des travailleurs différencie profondément Godin des patrons paternalistes pour qui la protection sociale est avant tout un élément de leur gestion du personnel. L'Association fraternelle du Capital et du Travail, ou Société du Familistère, est fondée en 1880 : d'un fonctionnement complexe, elle est l'aboutissement d'une dizaine d'années de réflexion et d'efforts de Godin pour transmettre aux ouvriers ses sentiments émancipateurs. Elle repose sur trois piliers essentiels : une plus juste répartition des richesses, un renversement du rapport Capital/Travail et une mise en responsabilité des ouvriers.

Comme de nombreux penseurs de son époque, Godin réprovoque le régime du salariat qui écarte l'ouvrier de la répartition finale des bénéfices, réservée aux détenteurs du Capital. Il cherche donc à mettre en place un mode de rémunération qui tienne plus compte des efforts et des mérites de chacun, de sorte que (comme le préconisait Fourier) le Talent soit valorisé. Le salaire aux pièces est donc préféré, puisqu'il permet à un ouvrier talentueux et travailleur de gagner plus que celui qui se contente du *minimum*. De plus, les bénéfices sont désormais partagés en fin d'exercice, selon un mode de calcul complexe : sont d'abord déduites les sommes nécessaires au financement de l'usine, des écoles, des caisses de secours. Puis les bénéfices sont répartis entre les ouvriers au *pro rata* de leurs salaires annuels, sensés donner la mesure des efforts effectués.

Dans un premier temps, les bénéfices ne sont pas distribués en liquidités, mais sous forme d'actions de la Société, tandis que l'argent continue de revenir à Godin : de cette façon, les bénéfices servent aux ouvriers à racheter à Godin sa propriété de l'usine, sans qu'ils aient à réellement déboursier un centime. Ce système, dont certains feront reproche au fondateur du familistère, garantit aux ouvriers l'acquisition progressive de l'entreprise, même après la mort de Godin. Ainsi, la possession du capital par les ouvriers n'est pas le résultat d'un don

généreux ou charitable de la part du patron : les bénéfices, qui reviennent de droit à ceux qui les ont créés, servent à rembourser Godin de ses mises de fonds initiales. Lorsque celui-ci décède en 1888, il lègue la moitié de sa fortune à l'Association afin d'accélérer le processus : sept ans plus tard, en 1895, les ouvriers achèvent de rembourser les héritiers Godin et sont désormais les uniques détenteurs du capital de la société, les statuts de l'Association faisant interdiction à toute personne extérieure à l'usine d'acquérir des actions. Le fonctionnement de la répartition des bénéfices n'est pas pour autant modifié : les sommes sont toujours distribuées sous forme d'actions, la liquidité étant utilisée pour rembourser les actions les plus anciennes. Le capital de l'entreprise n'est donc absolument pas immobilisé dans les mains de certains ouvriers, mais se transmet année après année. De plus, chaque action donne également droit à une part des bénéfices : Godin ne cherchait pas à refuser au capital toute rémunération. Mais contrairement au système capitaliste qui donne au Travail son salaire et au Capital l'ensemble des bénéfices, la Société du Familistère accorde au Capital un intérêt fixe de 5%, considéré comme son salaire. Le Capital est donc relégué à un rôle subalterne de bailleur de fonds, bien moins valorisé que le Travail, seul véritable créateur de richesses ; mais comme au sein de la l'association il s'agit des mêmes personnes, ce sont toujours les ouvriers qui, au final, reçoivent la part qui leur revient.

Les travailleurs doivent donc progressivement remplacer les capitalistes en tant que possesseurs du capital, et en tant que bénéficiaires des résultats de l'usine. Il leur reste à les remplacer dans les fonctions dirigeantes de l'entreprise : Godin est fondamentalement persuadé que nul ne connaît mieux qu'un ouvrier le fonctionnement de la chaîne de fabrication, et que celui-ci doit être une perpétuelle source d'innovation et d'amélioration technique ou administrative. Dès les années 1870, il multiplie les tentatives pour impliquer les ouvriers dans les prises de décision concernant tous les aspects du fonctionnement de l'entreprise<sup>15</sup>. Ces expériences sont cependant un échec, et l'obligent à se montrer plus modéré dans sa volonté d'instaurer une démocratie interne à la société. Cet aspect de son œuvre soulève de nombreux questionnements : comment en effet émanciper des ouvriers qui n'en ont pas le désir ? Comment transmettre à des travailleurs peu instruits une conscience de classe et la simple envie de revendiquer des responsabilités supplémentaires ? En définitive, Godin renonce à certains de ses projets, espérant que les générations suivantes,

---

<sup>15</sup> Pour une étude complète de ces expériences, voir LALLEMENT 2009.

élevées au Familistère et donc préparées à ce rôle de coopérateurs, seront plus à même de s'impliquer.

Ce partage des pouvoirs et des prises de décision repose donc sur une minorité de personnes : il s'agit de mettre en place une hiérarchie sociale classifiant les ouvriers selon leurs mérites professionnels et leur implication dans la vie de l'association. En s'élevant de catégorie en catégorie, les ouvriers voient leurs avantages sociaux croître, jusqu'à devenir « associé », position qui lui permet de participer réellement à la gestion de l'association. L'assemblée générale des associés possède en effet un certain nombre de prérogatives, dont celle de nommer (à vie) l'administrateur-gérant, qui possède l'essentiel des pouvoirs et est seul responsable de l'entreprise. Un équilibre a donc été instauré entre le désir de Godin d'implanter une forme de démocratie dans son usine et le souci de ne confier les principales responsabilités qu'à un petit groupe de personnes capables : l'ensemble de l'œuvre, des logements aux écoles, repose en effet sur la capacité de financement de l'usine et donc sur les marges bénéficiaires susceptibles d'être dégagées. Néanmoins, on retrouve dans de nombreux points cette volonté de partager les responsabilités : les caisses de secours, ainsi, sont gérées par des conseils élus uniquement par le personnel de la société.

L'association, telle qu'elle est fondée en 1880, ne correspond qu'en partie aux idéaux de Godin : celui-ci espérait pouvoir faire élire par le personnel ses cadres et ses dirigeants, et voir les ouvriers s'impliquer, à tous les niveaux, dans l'organisation de l'entreprise. Imaginant celle-ci comme une ruche où toutes les abeilles s'agiteraient afin d'en améliorer le fonctionnement, il compte bien faire progressivement évoluer les statuts de façon à ce que les générations suivantes réalisent son rêve. Les ouvriers doivent simplement, petit à petit, faire l'apprentissage de ces responsabilités, et s'instruire, afin d'éprouver le désir de continuellement s'élever socialement et intellectuellement. Succombant en 1888 à une maladie courte et brutale, il n'a pas le temps de voir cette évolution, qui repose désormais sur ses héritiers spirituels, ses « successeurs ». A eux de poursuivre une œuvre résolument socialiste, féministe, pacifiste et surtout internationale : car si le site de Guise est devenu aujourd'hui célèbre pour son Familistère, on oublie trop souvent que Godin avait implanté également une usine et un Familistère en Belgique.

### 3. Une œuvre franco-belge ?

Il existe en effet un Familistère belge : plus petit, constitué d'un seul bâtiment quand Guise en compte cinq, il accueille le personnel d'une succursale créée par Godin dans les années 1850. Ses motivations sont bien entendu économiques<sup>16</sup> mais aussi et surtout politiques. Au moment de la révolution de 1848, Godin s'implique dans la vie politique française, en tant que républicain et socialiste fouriériste : il est même candidat aux élections législatives. Or, après la répression du mouvement populaire de juin 1848, puis quelques années plus tard avec le coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte qui met un terme à la seconde République, la méfiance s'accroît vis-à-vis des socialistes. De nombreux fouriéristes s'exilent en Belgique, qui devient un lieu de refuge important pour de nombreux républicains et socialistes pendant tout le Second Empire. Il en est de même plus tard, au moment de la répression de la Commune de Paris de 1871. Si Godin n'est pas inquiet, certainement en raison de son rôle économique vital pour la région de Guise<sup>17</sup>, il se prépare cependant à l'éventualité d'une nécessaire fuite à l'étranger, et décide d'implanter à Bruxelles une usine qui lui permettrait, le cas échéant, de reprendre son activité même en exil.

Abri potentiel en cas de répression policière, succursale destinée en priorité à l'exportation vers les marchés hollandais et allemands, l'usine de Bruxelles est cependant considérée par Godin de la même façon que celle de Guise : un Familistère est donc construit pour les ouvriers et leurs familles, un certain nombre d'entre eux devenant à leur tour associés. Cette œuvre coopératrice lui permet de s'intégrer dans les réseaux socialistes locaux, composés à la fois de Belges et d'exilés français. On le voit en 1868 assister au Congrès de l'Internationale ouvrière, et se lier d'amitié avec les plus éminents coopérateurs belges. César de Paepe, Edouard Anseele, Louis Bertrand s'intéressent à ses travaux : Louis Bertrand vient même visiter le Familistère et tire de cette visite une petite brochure<sup>18</sup>. En 1888, Bertrand est également délégué par le parti ouvrier belge pour le représenter aux obsèques de Godin, en symbole de la reconnaissance internationale de son œuvre<sup>19</sup>.

---

<sup>16</sup> La Belgique représente un marché intéressant, et offre de plus grandes facilités d'exportation vers la Hollande que la France.

<sup>17</sup> MIGRENNE 1908, p. 43.

<sup>18</sup> BERTRAND 1888.

<sup>19</sup> MALON 1888.

## Conclusion

Œuvre unique en son genre, l'association créée par Godin survit à son fondateur jusqu'en 1968, date à laquelle l'entreprise, confrontée à des difficultés financières et à un mouvement général de concentration dans sa branche, renonce à son statut original pour se transformer en société anonyme et pouvoir ainsi fusionner avec un concurrent<sup>20</sup>. Toute la difficulté, pour les successeurs de Godin, est d'assumer le double héritage qu'il leur a laissé : à la fois homme politique influent et industriel brillant, son souvenir impose aux membres de l'association de sauvegarder la prospérité de l'usine tout en reprenant le flambeau social. Tâche délicate, tant le décalage entre les réalités industrielles et le rôle de modèle socialiste se fait grand avec les années. L'institution en elle-même peut-elle faire naître une conscience politique, ou comme le disait Godin un « sentiment de l'intérêt collectif » primant sur l'intérêt personnel ? Il est difficile de répondre à cette question, car l'évolution de l'association jusqu'en 1968 subit l'influence de multiples phénomènes aux effets divergents. D'une part, il semble que l'existence de privilèges sociaux acquis sans lutte et garantis par la bonne gestion des gérants successifs tende à créer chez les Familistériens un sentiment de satisfaction et de sécurité source d'immobilisme. Cette absence de militantisme, aux limites d'un conservatisme dénoncé par l'ancien gérant René Rabaux, est d'autant plus frappante que dès la mort de Godin les logements du Familistère ont eu tendance à être attribués en priorité aux enfants de Familistériens. Or, la qualité d'habitant du Familistère étant nécessaire pour accéder au titre d'associé, ce sont non seulement les appartements mais l'ensemble des privilèges liés à la qualité d'associé qui se transmettent de père en fils. Cette exclusion des ouvriers vivant en ville, « ceux du dehors », crée inévitablement des tensions, surtout à partir des années 1920 où l'inflation et la crise du logement rendent plus douloureuses ces inégalités : les associés apparaissent de plus en plus comme une aristocratie jalouse de ses avantages et peu désireuse de les partager. Les exemples de militants politiques ou syndicaux familistériens, les pétitions qui circulent en faveur des auxiliaires (la catégorie sociale la plus basse) ne suffisent pas à modifier cette image qu'on retrouve dans de nombreux témoignages.

---

<sup>20</sup> C'est cette période qui fait l'objet de ma thèse, consacrée au devenir de l'Association après la mort d'André Godin.

Dans le même temps on voit naître, dès les années 1890, des velléités de participation ouvrière aux affaires, tant au sein de l'entreprise qu'au niveau municipal. Pourtant, il semble que la construction de cette identité et de cette conscience politiques soit plus liée à un mouvement général d'organisation et d'unification lente du mouvement socialiste qui se remet peu à peu de la répression de la Commune. C'est ainsi avant tout au niveau des luttes locales et municipales que s'expriment les revendications des Familistériens, qui se voient essentiellement comme des militants socialistes, certes inspirés par le souvenir de Godin, mais intégrés dans des partis et des syndicats aux ramifications nationales. A la Belle Epoque seulement commencent à apparaître des tentatives d'initiatives ouvrières au sein de la société, mais elles sont relativement mal accueillies par la direction : celle-ci a désormais pris l'habitude de gérer sans partage les affaires de l'entreprise, et semble peu encline à partager les responsabilités. Au cours de la Grande Guerre notamment, on voit apparaître un conflit latent entre associés et direction, une rivalité autour de la légitimité de l'une ou des autres à prendre des décisions vitales pour l'avenir de l'entreprise.

A ce moment, ouvriers et cadres dirigeants ont en réalité connu des évolutions différentes : chaque groupe social, au-delà des catégories instaurées par Godin, semble s'être construit une identité et un positionnement politique non par le biais de l'association mais en se rapprochant des organisations nationales correspondantes. La gérance s'est ainsi intégrée à un monde patronal dont les priorités économiques et sociales visent rentabilité et productivité, aux dépens parfois des conditions de travail des salariés. L'entre-deux-guerres est donc une période marquée par l'accroissement des tensions entre une partie du personnel et la direction : tandis que les ouvriers du dehors, majoritaires, se tournent vers le communisme et un syndicalisme de combat, la gérance s'appuie sur le soutien des associés pour développer une position plus paternaliste. On retrouve en effet un discours culpabilisateur, utilisant les avantages sociaux accordés et les sacrifices économiques qu'ils exigent pour imposer en échange une discipline et une « autorité des chefs » incompatibles avec des pratiques de grèves ou de revendications salariales. Si le changement de gérance en 1954 semble apparemment apaiser en partie ces tensions, on constate que le militantisme ouvrier a lui-même diminué. Les années 1950 et 1960 étant marquées par des difficultés financières et économiques, les ouvriers de la ville comme du Familistère se replient sur des préoccupations plus immédiates, et notamment sur la sauvegarde des emplois.

Quant à l'usine de Laeken-les-Bruxelles, elle connaît également une évolution différente des projets de Godin : le caractère « internationaliste » de l'organisation semble disparaître, et l'usine belge prend progressivement un rôle subalterne. Cette infériorité se ressent tant au niveau industriel, l'usine étant même dans les années 1960 réduite à un simple atelier de montage, qu'au niveau humain : de nombreux témoignages, notamment dans les années 1920, évoquent le sentiment des ouvriers belges d'être considérés comme des associés de seconde zone, minoritaires et ne jouissant pas des mêmes avantages que les Guisards. Dès 1918, l'école belge est ainsi fermée, le nombre d'enfants au Familistère étant devenu beaucoup trop faible. Néanmoins, malgré cette évolution, il est important de souligner ce caractère transfrontalier de l'œuvre de Godin, qui correspond à un état d'esprit particulier et idéaliste. Louis Bertrand le considérait comme un compatriote, et lui consacra un chapitre de son *Histoire de la coopération en Belgique*<sup>21</sup>. Il dit notamment de lui que

« son œuvre est une preuve palpable, vivante, de la facilité et de la possibilité des mesures transitoires capables de nous conduire, pacifiquement, sans révolution violente, du régime du salariat à celui de l'association du Travail et du Capital, en attendant l'élimination de l'élément capitaliste de la production<sup>22</sup>. »

Elle est également la preuve de l'existence de liens puissants entre les réseaux socialistes belges et ceux du nord de la France, d'une influence réciproque visible tout particulièrement sur le plan des coopérations de production et de consommation<sup>23</sup>, et symbole d'un internationalisme militant fondamental pour les penseurs de l'époque.

## **Bibliographie**

### Références bibliographiques

BERTRAND 1888 : L. BERTRAND, *Une visite au Familistère de Guise*, Guise, Librairie du Familistère, 1888.

---

<sup>21</sup> BERTARND 1902.

<sup>22</sup> BERTRAND 1888, cité dans *La Revue socialiste*, avril 1888.

<sup>23</sup> OURMAN 2001 ; REBERIOUX 1997.

BERTRAND 1902 : L. BERTRAND, *Histoire de la coopération en Belgique : les hommes, les idées, les faits*, Bruxelles, Dechenne et Cie, 1902.

CHEVALIER 2007 : L. CHEVALIER, *Classes laborieuse et, classes dangereuses à Paris dans la première moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle*, Paris, Perrin, 2007.

CONSIDERANT 1848 : V. CONSIDERANT, *Description du Phalanstère et considérations sociales sur l'architecture*, Paris, Librairie sociétaire, 1848.

ENGELS 1897 : F. ENGELS, *La Question du logement*, Paris, Éd. sociales, rééd. 1957.

GUERIN 1992 : A. GUERIN, « Le paternalisme revisité en Europe occidentale (seconde moitié du XIX<sup>e</sup>, début du XX<sup>e</sup> siècle) », *Genèses*, 7, 1992, p. 201-211.

HORNE 2004 : J. HORNE, *Le Musée social aux origines de l'Etat providence*, Paris, Belin, 2004.

HUGO 1853 : V. HUGO, « Joyeuse vie », *Les Châtiments*, Paris, Livre de poche, rééd. 1995.

LALLEMENT 2009 : M. LALLEMENT, *Le travail de l'utopie*, Paris, Belles Lettres, 2009.

MALON 1888 : B. MALON, « André Godin », *La Revue socialiste*, février 1888.

MIGRENNE 1908 : A. MIGRENNE, *Godin, sa vie, son œuvre*, Saint-Quentin, Éd. Quégnaux, Puchaux et C<sup>ie</sup>, 1908.

NOIRIEL 1988 : G. NOIRIEL, « Du "patronage" au "paternalisme" : la restructuration des formes de domination de la main-d'œuvre ouvrière dans l'industrie métallurgique française », *Le Mouvement social*, 144, juillet-septembre 1988, 144, p. 16-35.

OURMAN 2001 : D. OURMAN, « Les influences du socialisme belge sur le socialisme français : la coopération (1885-1914) », *Revue des Etudes Coopératives, Mutualistes et Associatives (RECMA)*, 280, 2001, p. 80-91.

REBERIOUX 1997 : M. REBERIOUX, « Parti ouvrier belge et socialisme français », in M. QUAGHEBEUR et N. SAVY, *France-Belgique 1848-1914 : affinités et ambiguïtés, Actes du colloque des 7-9 mai 1996*, Bruxelles, 1997 ; coll. « Archives du futur ».

TOPALOV 1999 : C. TOPALOV (éd.), *Laboratoires du nouveau siècle : la nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France 1880-1914*, Paris, EHESS, 1999.

Bibliographie complémentaire sur le Familistère

G. DELABRE, J.-M. GAUTIER (éd.), *Jean-Baptiste André Godin et le Familistère de Guise à l'épreuve de l'histoire, Actes du colloque tenu à Guise le 21 mai 1988*, Reims, PUR, 1989.

G. DELABRE, J.-M. GAUTIER, *Vers une République du travail : J.-B. A. Godin (1817-1888)*, Paris, Éd. de la Villette, 1988 [extraits de différents ouvrages et conférences de Godin].

J.-B. A. GODIN, *Solutions sociales*, Paris, Guillaumin et C<sup>ie</sup>, 1871.

J.-B. A. GODIN, *Mutualité sociale et Association du Capital et du Travail ou Extinction du paupérisme par la consécration du droit naturel des faibles au nécessaire et du droit des travailleurs à participer aux bénéfices de la production*, Paris, Guillaumin et C<sup>ie</sup>, 1880 [statuts de l'Association].

F. PANNI, *Lettres du Familistère*, Guise, Éd. du Familistère, 2008 [sélection de lettres rédigées par Godin].

T. PAQUOT, M. BEDARIDA, *Habiter l'utopie. Le Familistère Godin à Guise*, Paris, Éd. de la Villette, 2004.

J.-F. DRAPERI, *Godin, inventeur de l'économie sociale. Mutualiser, coopérer, s'associer.*, Paris, Éd. Repas, 2008.